



Sommaire

1. [Coronavirus – Covid 19](#)
2. [L'Observatoire a été sollicité](#)
3. [Nos publications](#)
4. [Nos formations](#)
5. [Nos analyses et études](#)
6. [Enquête](#)
7. [Consultations juridiques](#)
8. [Actualité](#)
9. [Echos du Crédit et de l'Endettement](#)
10. [Au Moniteur Belge](#)
11. [Au Parlement](#)
12. [Jurisprudence](#)
13. [Prévention du surendettement](#)
14. [On parle de nous](#)



De nombreux citoyens (consommateurs, entreprises, indépendants) s'inquiètent pour leur avenir financier et s'interrogent sur les mesures prises et leur marge de manœuvre dans le cadre de la crise actuelle.

L'Observatoire du Crédit et de l'Endettement vous apporte des réponses pratiques en vue de prévenir les difficultés financières. Vous trouverez toutes les réponses à vos questions sur le **Portail surendettement** en [cliquant sur ce lien](#). Une mise à jour est réalisée au fur et à mesure de l'actualité.



Vous pouvez également retrouver sur le [Portail Lutte Pauvreté](#) les réponses à d'autres questions relatives à la crise COVID-19 (soutien psychologique, aides sociales, santé, famille, études...).

Report des remboursements de crédit à la consommation

Si des mesures concernant les possibilités de report de remboursement pour les crédits hypothécaires à but immobilier ont été adoptées dès le début de la crise liée au Covid 19, il n'en n'a pas été de même à l'égard des crédits à la consommation. Ces crédits constituent pourtant une part importante de l'endettement et du budget des ménages.

Très rapidement, des difficultés et des inquiétudes liées au remboursement de ces crédits nous ont été relayées à travers notre service de consultations juridiques, mais également par les associations de terrain. Face à ce constat, l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement a pris l'initiative d'interpeller, via un communiqué, les différents partis politiques et les cabinets ministériels compétents sur la nécessité et l'urgence d'adopter des mesures particulières dans le cadre du remboursement des crédits à la consommation.

Suite à la prise de conscience du monde politique, deux propositions de loi ont été déposées à la Chambre des représentants, respectivement par Monsieur Christophe Lacroix (PS) et par Madame Leen Dierick (CD&V) visant à aider les emprunteurs à faire face à la crise actuelle.

Dans le cadre des travaux parlementaires, la Commission de l'Economie, de la Protection des consommateurs et de l'Agenda numérique a sollicité expressément l'avis de l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement sur les mesures et modalités présentées dans les deux propositions de loi.

Après plusieurs séances de débat, un texte a finalement été adopté ce 20 mai 2020. Il prévoit des mesures de report de remboursement des mensualités de trois mois renouvelables, sous conditions, pour les prêts et ventes à tempérament, les ouvertures de crédit et les crédits hypothécaires à destination mobilière.

Pour connaître les mesures et les conditions en vigueur, [cliquez sur ce lien](#)

politeia
ÉDITIONS



LA MÉDIATION
DE DETTES
EN QUESTION

Crédit, dettes particulières
et règlement collectif de dettes

L'Observatoire du Crédit
et de l'Endettement

Cet ouvrage des éditions Politeia apportera au professionnel une réponse, une information, un éclairage précis et intuitif !

Ne peut-on pas parler de voyage lorsque l'on évoque le chemin à parcourir pour sortir d'une situation de surendettement ? Peut-on parler de guide lorsque l'on évoque le médiateur de dettes ? A priori, oui.

Il semblait nécessaire de fournir à ce guide un outil de référence, illustré et alimenté de jurisprudence et d'avis doctrinaux. L'Observatoire du Crédit et de l'Endettement a décidé de publier « La médiation de dettes en question » afin d'accompagner le médiateur de dettes, juriste ou avocat, aguerri ou néophyte, dans toutes les étapes de sa mission.

Cet ouvrage est constitué de trois parties traitant du surendettement et des solutions procédurales existantes, des dettes les plus récurrentes et du règlement collectif de dettes. Il est également enrichi de 375 questions particulières inspirées des principales interrogations des praticiens. Actualisé chaque année, il permettra au médiateur de dettes de rester informé des dernières évolutions, de renforcer sa pratique, ses réflexes et d'obtenir des réponses ciblées.

[Cliquez sur ce lien](#) pour découvrir la table des matières.

[Pour commander cet ouvrage.](#)



politeia



Avec le soutien financier
de la Wallonie





Dans le cadre de la formation spécialisée à la médiation de dettes destinée aux travailleurs sociaux, l'Observatoire a publié la toute nouvelle édition du « **Manuel de la médiation de dettes 2020** ».

Il reprend les matières dispensées lors des différents modules de formation sous formes d'apports théoriques, d'exemples et de conseils. Vous y trouverez notamment des informations générales sur l'endettement, la médiation de dettes non judiciaire, le crédit, le règlement collectif de dettes, le recouvrement...

Découvrez la table des matières en [cliquant sur ce lien](#).

€ Prix de vente : 25 euros, frais de port inclus. [Pour commander cet ouvrage](#)



Suite à la crise actuelle, toutes les formations planifiées au premier semestre ont dû être annulées. Nous sommes actuellement occupés à réorganiser notre programme. Vous recevrez prochainement plus d'informations sur les nouvelles dates proposées et les liens pour vous inscrire.

Bien entendu la dispense des différentes formations ne pourra être assurée que sous réserve de l'autorisation du Gouvernement d'organiser des réunions dans le cadre professionnel, mais aussi de la réouverture des différentes salles.

En outre, si des mesures sanitaires particulières devaient être imposées (port du masque, distanciation sociale, gel hydroalcoolique, absence de collation et/ou de repas en commun...), nous veillerons à tout mettre en œuvre dans les meilleures conditions et à vous communiquer ces modalités organisationnelles de manière claire et adéquate.

En tous les cas, l'Observatoire se réserve le droit d'annuler les formations si la sécurité sanitaire et/ou des conditions matérielles et pédagogiques appropriées ne peuvent pas être garanties aux participants et aux formateurs.

L'OBSERVATOIRE DU CRÉDIT ET DE L'ENDETTEMENT

OFFRE DE FORMATIONS PERSONNALISÉES

À DESTINATION DES SERVICES DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES OU SERVICES SOCIAUX DES ENTREPRISES ET DES SERVICES PUBLICS

De plus en plus, les employeurs sont confrontés aux difficultés financières de leurs employés ou des membres de leur personnel : mise en œuvre de saisies ou cessions de rémunération, avances sur salaire, soutien et conseils dans leurs démarches...

Fort de son expérience, l'Observatoire vous propose une **offre de formations sur mesure** qui répond à vos besoins immédiats en vous permettant d'adapter et de personnaliser les objectifs et le contenu de la formation.

N'hésitez pas à nous contacter pour concrétiser votre projet.

Nos analyses et études

L'accès au logement : un panorama chiffré

Notre dernier colloque a fait le point sur les récentes évolutions en matière d'accès au logement tant pour les propriétaires que pour les locataires. Marie-Denise Zachary de la Banque nationale de Belgique (BNB), s'est penchée sur la question de la dette hypothécaire des ménages belges. François Ghesquière de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS) a, quant à lui, brossé le paysage relatif au marché locatif.

[Cliquez sur ce lien pour lire l'article](#) (cet article a été publié dans le n°65 des Echos du Crédit et de l'Endettement)

Droit au logement : quels dispositifs mis en place et quels freins ?

Les évolutions sociétales sont à l'origine de nouvelles demandes en matière de logement. Le modèle « classique » assez linéaire (cohabitation chez les parents, prise d'autonomie par la location, accès à la propriété) a aujourd'hui bien changé. Les mœurs ont évolué et avec elles les modèles familiaux et leur configuration (séparations, gardes alternées, familles recomposées, familles monoparentales...) qui nécessitent de répondre à de nouveaux besoins en matière de logement. Une session de notre dernier colloque s'est intéressée à cette question du droit au logement.

[Cliquez sur ce lien pour lire l'article](#) (cet article a été publié dans le n°65 des Echos du Crédit et de l'Endettement)

Quand les charges du logement grèvent le budget des ménages

L'accès à l'eau et à l'énergie répond aux conditions minimales de dignité humaine. Une session de notre dernier colloque était consacrée aux questions de précarité énergétique et de précarité hydrique. Sandrine Meyer de l'ULB et Charles Glineur de l'UMons ont présenté des résultats de leurs projets de recherche relatifs à l'énergie. Henk Van Hootegem du Service de lutte contre la pauvreté et Jan Willems du SMD du CPAS de Bruxelles sont intervenus sur la problématique de l'eau.

[Cliquez sur ce lien pour lire l'article](#) (cet article a été publié dans le n°65 des Echos du Crédit et de l'Endettement)

Enquête

L'impact de la crise sur le secteur de la médiation de dettes : votre avis est important

L'Observatoire du Crédit et de l'Endettement analyse l'impact de la crise sanitaire actuelle sur le secteur de la médiation de dettes et sur le travail du médiateur de dettes, qu'il soit avocat, juriste ou travailleur social.

Une enquête inédite est actuellement en cours afin de mettre en lumière les difficultés des professionnels de la médiation de dettes et celles des bénéficiaires, de réfléchir à des solutions adaptées et de transmettre des recommandations aux acteurs politiques.

Cette enquête sera répétée dans le temps afin d'évaluer l'évolution de la situation.

Les résultats seront publiés dans notre prochaine newsletter.

Si vous souhaitez plus de renseignements sur cette enquête, n'hésitez pas à nous contacter.

Consultations juridiques



Vous êtes un **particulier**, un **indépendant** ou une **entreprise** ? Vous avez des difficultés financières ? Vous souhaitez connaître vos droits ? Vous souhaitez être conseillé(e) sur les 1^{ères} démarches ? Vous avez des questions sur des factures impayées ? Vous souhaitez être conseillé(e) et orienté(e) en fonction de votre situation budgétaire ?

Vous **aidez des personnes en difficulté financière** dans le cadre de votre travail (service ressources humaines, aides familiales...) ? Vous travaillez dans le **secteur de l'action sociale** ? Nous sommes également à votre service pour tout conseil juridique.

Contactez-nous via ce formulaire ou par téléphone au 071/33.12.59 (numéro non surtaxé) du lundi au vendredi de 9h à 16h.

Il s'agit d'un service gratuit.



Febelfin

Le coronavirus met la moitié des jeunes en difficulté financière

La crise du coronavirus provoque des problèmes financiers pour de nombreux ménages belges. Et si les parents sont fragilisés par cette crise, leurs enfants (jeunes adultes) sont également touchés.

Febelfin a mené une enquête en collaboration avec le bureau d'enquêtes Indiville auprès de 1.000 jeunes entre 16 et 30 ans pour connaître les conséquences de la crise sur leur argent.

[Pour lire les résultats de cette l'enquête](#)

Les Belges paient davantage par voie digitale durant la crise du corona et bénéficient de plus de 230.000 reports de paiement (prêts hypothécaires et aux entreprises)

Deux tendances financières claires émergent de la crise du corona :

- la crise a un impact considérable sur les finances de très nombreuses personnes : les demandes de report de paiement continuent d'augmenter ;
- le Belge paie plus souvent par voie numérique.

[Plus d'informations](#)

— CREG —

Rapport annuel de la CREG : 2019

[Cliquez sur ce lien](#) pour découvrir le rapport annuel 2019.

Etude de comparaison des prix de l'électricité et du gaz naturel

À la demande des quatre régulateurs belges de l'énergie, une étude comparative des prix de l'électricité et du gaz naturel observés en Belgique et dans les pays voisins (Allemagne, France, Pays-Bas et Royaume-Uni) a été menée. Il ressort de cette étude que notre facture d'électricité est plus élevée que chez nos voisins. [Pour lire les résultats de cette étude](#)

Sommaire du n°65**Éditorial**

Quand l'État prend des mesures radicales

Épingle

Les chiffres 2019 de la Centrale des crédits aux particuliers

Reportage

À Liège, on veille à l'accueil des médiés

Au Fait

Frais scolaires : demandez l'addition
Pas que les écoles concernées

Dossier

Se loger, mais à quel prix ?

On nous écrit, on nous demande

Le recouvrement des factures d'énergie en Belgique

RCD

Attention, jurisprudence fraîche !

Analyse

Les personnes âgées, exclues des banques ?

Humeur

Kafka dans les télécoms

Télex

- La médiation de dettes en question
- Un livre-enquête sur le travail social
- Parachute, un nouveau périodique pour les usagers
- La version 2.0. du comparateur de comptes à vue
- *Apnée* en lecture publique
- Chronique d'une ex-banquière en BD



Plus d'informations sur la publication : <https://www.echosducredit.be/>

Au Moniteur Belge

Code de droit économique (C.D.E.)

Avis - Crédits hypothécaires - Variabilité des taux d'intérêt - Indices de référence - Arrêté royal du 14 septembre 2016 relatif aux coûts, aux taux, à la durée et aux modalités de remboursement des contrats de crédit soumis à l'application du livre VII du Code de droit économique et à la fixation des indices de référence pour les taux d'intérêts variables en matière de crédits hypothécaires et de crédits à la consommation y assimilés.

- [Mars 2020 \(M.B. 23.03.2020, p. 17511\)](#)
- [Avril 2020 \(M.B. 17.04.2020, p. 26817\)](#)
- [Mai 2020 \(M.B. 18.05.2020, p. 35983\)](#)

Mots-clés: *Taux d'intérêt variable (crédits) - Crédit à la consommation (Code de droit économique) - Crédit hypothécaire avec destination immobilière (Code de droit économique) - Crédit hypothécaire avec une destination mobilière (Code de droit économique)*

[Proposition de loi visant à lutter contre les abus liés aux assurances de solde restant dû proposées dans le cadre de crédits à la consommation \(Chambre, 55-1265\)](#)

Mots-clés : *Code de droit économique - Crédit à la consommation - Assurance solde restant dû*

Code civil

[Proposition de loi portant le livre 2, titre 3, "Les relations patrimoniales des couples" et le livre 4 "Les successions, donations et testaments" du Code civil \(Chambre, 55-1272\)](#)

Mot-clé : *Code civil*

[Loi du 4 février 2020 portant le livre 3 « Les biens » du Code civil \(M.B. 17.03.2020, p. 15753\)](#)

Mot-clé : *Le nouveau Code civil*

Créances fiscales et non fiscales

[Arrêté du Président du Comité de direction du 20 avril 2020 portant modification de la compétence des bureaux RNF et des Teams Recouvrement de l'Administration générale de la Perception et du Recouvrement \(M.B. 28.04.2020, p. 28854\)](#)

Mots-clés : *Créance fiscale - Créance non-fiscale - Recouvrement*

Energie

[Arrêté ministériel du 3 avril 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 30 mars 2007 portant fixation de prix maximaux sociaux pour la fourniture d'électricité aux clients résidentiels protégés à revenus modestes ou à situation précaire \(M.B. 20.04.2020, p. 27165\)](#)

Mots-clés : Energie - Electricité - Tarif social

[Arrêté ministériel du 3 avril 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 30 mars 2007 portant fixation de prix maximaux sociaux pour la fourniture de gaz aux clients résidentiels protégés à revenus modestes ou à situation précaire \(M.B. 20.04.2020, p. 27167\)](#)

Mots-clés : Energie - Gaz - Tarif social

Prix à la consommation

[Indice des prix à la consommation du mois de mars 2020 \(M.B. 31.03.2020, p. 23117\)](#)

[Indice des prix à la consommation du mois d'avril 2020 \(M.B. 30.04.2020, p. 29965\)](#)

Mot-clé : *Prix à la consommation*

Recouvrement de dettes amiable

[Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 17 février 2005 réglementant l'inscription des personnes qui exercent une activité de recouvrement amiable de dettes et les garanties dont ces personnes doivent disposer \(Chambre, 55-1152\)](#)

Mots-clés : *Recouvrement de dettes - Recouvrement amiable - Activité de recouvrement – Inscription*

Taux Annuels Effectifs Globaux (T.A.E.G.)

[Avis - Crédit à la consommation - Taux annuels effectifs globaux \(TAEG\) maxima - Arrêté royal du 14 septembre 2016 relatif aux coûts, aux taux, à la durée et aux modalités de remboursement des contrats de crédit soumis à l'application du livre VII du Code de droit économique et à la fixation des indices de référence pour les taux d'intérêt variables en matière de crédits hypothécaires et de crédits à la consommation y assimilés, article 12 \(M.B. 8.04.2020, p. 25160\)](#)

Mots-clés : *Taux d'intérêt - Taux Annuels Effectifs Globaux (TAEG)*

Au Parlement

Créances alimentaires

Projet de loi portant modification de la loi du 21 février 2003 créant un service de créances alimentaires au sein du SPF Finances en vue de rendre applicables certaines dispositions du Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et portant modification de l'article 11 de la loi du 29 mars 2018 visant à élargir les missions et à renforcer le rôle du service de conciliation fiscale (Chambre, 55-1105).

Mots-clés : *Créance alimentaire - Service des créances alimentaires (Secal) - Recouvrement - Créance fiscale et non fiscale*

Indépendants

Projet de loi modifiant la loi du 22 décembre 2016 instaurant un droit de passerelle en faveur des travailleurs indépendants et introduisant des mesures temporaires dans le cadre COVID-19 en faveur des travailleurs indépendants (Chambre, 55-1090)

Mots-clés : *Indépendants - Droit passerelle*

Jurisprudence

Les décisions de jurisprudence ci-dessous, commentées par l'Observatoire, ont été publiées dans le numéro 65 des Echos du Crédit et de l'Endettement

Tribunal d'arrondissement du Hainaut, 18 octobre 2019 (RG 19/30/E)

Immeuble en indivision - Sortie d'indivision - Incidents issus d'une liquidation partage - Tribunal compétent

[Pour lire le commentaire](#)

Cour du travail de Liège, division Namur, 17 octobre 2019 (RG 2018/AN/204+208)

Révocation – Solde du compte de médiation – Causes légales de préférence – Créanciers déclarants – Créanciers post-admissibilité

[Pour lire le commentaire](#)

Cour constitutionnelle, 16 janvier 2020 (RG 4/2020)

Révocation – Solde du compte de médiation – Causes légales de préférence – Créanciers déclarants – Créanciers extérieurs – Information de la procédure – Mesures de publicité

[Pour lire le commentaire](#)

Tribunal du travail francophone de Bruxelles, 13 novembre 2019 (RG 19/124/B)

Qualité d'entreprise – SPRL déclarée en faillite – Absence de clôture de la faillite – Gérant – Contrat de travail – Cessation d'activité d'indépendant

[Pour lire le commentaire](#)

Tribunal du travail de Liège, division Namur, 5 novembre 2019 (RG 16/179/B)

Déclaration de créance tardive – Fixation du montant de la créance – Créancier hypothécaire – Vente de l'immeuble – Privilège – Responsabilité du notaire

[Pour lire le commentaire](#)

Cour du travail de Liège, division Liège, 5 novembre 2019 (RG 2019/AL/260)

Projet de plan amiable – Vérification des créances déclarées – Rôle du médiateur de dettes – Rôle du tribunal

[Pour lire le commentaire](#)

Prévention du surendettement



Fraude : Voici comment Sam gagne de l'argent rapidement sans travailler

Ça a l'air tentant : une jolie somme d'argent en échange de pas grand-chose. Car simplement prêter mon compte et ma carte bancaires, est-ce que ça peut vraiment porter à conséquence ?

[Explications sur le site de Febelfin](#)

On parle de nous



- [La Première - Marché matinal - 7 mai 2020 - Marché matinal : Le report des crédits à la consommation](#)
- [La Première - Tendances Première - 29 avril 2020 – Crise sanitaire : la précarité augmente](#)
- [La Première - Tendances Première - 5 mars 2020 - L'accès au logement est un droit fondamental, mais dans la pratique ?](#)



- [RTBF.be – 30 avril 2020 - Coronavirus: perte de revenus, frais supplémentaires... une fin de mois difficile pour certains ménages](#)

